



TOUS SUR ÉCOUTE ?

Nous avons tous été bouleversés par les assassinats politiques à Charlie hebdo puis par les crimes antisémites commis en janvier. Mais au nom de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement instaure **une surveillance généralisée de tous les citoyens**. Ce sont nos droits fondamentaux qui sont menacés : avec la Loi sur le Renseignement, la réalité risque de dépasser les pires films de science-fiction ! Le texte est dénoncé de toutes parts, des magistrats aux syndicats de policier en passant par la CNIL. **Le Parti de Gauche demande son abandon.**

Des menaces graves sur nos libertés

Le gouvernement propose de **généraliser les écoutes téléphoniques sans accord préalable du juge ni contrôle démocratique** : le premier ministre pourra décider seul qui doit être surveillé ! "Patriot act" à la française, cette loi met en place une surveillance totale de la population comme l'a fait la NSA aux Etats-Unis : emails, sms, téléphones... Les antennes "imsi catchers" permettront de capter toutes les conversations téléphoniques. Un algorithme sera chargé de repérer les comportements suspects, après les avoir toutes analysées et stocké les données privées de millions de français. Ce texte met également en danger le secret professionnel des médecins, des avocats et des journalistes. La vie citoyenne et militante est aussi concernée : cette loi rend possible la surveillance des partis, associations et syndicats. Ce texte fait enfin de tous les détenus des suspects de terrorisme et transforme les gardiens de prison en agents de renseignements, sans aucun garde-fou. Au final, c'est **un texte liberticide et inefficace** : au lieu de s'en prendre aux libertés, le gouvernement ferait mieux de procéder aux embauches nécessaires dans la justice, la police et le renseignement !

Garantir nos droits fondamentaux

Nous avons tous notre mot à dire ! Les évolutions technologiques sont enthousiasmantes si elles ne sont pas instrumentalisées pour menacer nos libertés et droits fondamentaux. Plutôt que la surveillance de tous, **garantissons la neutralité du net** comme principe fondateur. Internet doit rester un vaste espace de liberté et de coopération où toutes les informations sont accessibles à tous. **Garantissons un statut protecteur pour les lanceurs d'alertes** et pour tous ceux qui nous informent. Le tout sécuritaire ne peut tenir lieu de réponse exclusive aux menaces terroristes. Voilà les véritables débats que le gouvernement cherche à esquiver ! C'est par une Assemblée Constituante et non par des procédures législatives accélérées et verrouillées que doit se faire la redéfinition de nos grandes libertés : **voilà pourquoi le Parti de Gauche appelle à une 6ème République.**